



Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs

21 ter, rue Voltaire 75 011 Paris - tél. 01 43 71 22 22

Internet : <http://aitec.reseau-ipam.org>

## **Assemblée Générale de l'Aitec**

**19 décembre 2013**

Participant-e-s :

Annie Pourre, Cécile Canpolat, Jean-Pierre Troche, Lorba Drewry, Anne Querien, Amélie Canonne, Fanny Simon, Lala Hakuma dadci, Gérard Larose, Hélène Cabioc'h, Maxime Combes, Lilia Santana, Monique Crinon

Excusé-e-s :

Gustave Massiah, Florent Shaeffer, Marc Mangenot

**Cette assemblée générale s'est structurée autour des trois temps suivants :**

1. **18H : Introduction** et mise en perspective des débats par Jean-Pierre Troche et Amélie Canonne
- **19H : Débat d'orientation**
- **20 H Présentation du rapport financier.** Habituellement consacré à l'approbation des comptes de l'année passée, ce moment fera aussi état des difficultés rencontrées suite au refus des financements européens, la fin de certaines sources de subvention et la nécessité de trouver de nouveaux modes de financement de nos activités

### **1. Introduction Générale**

Depuis 1983, l'AITEC participe à la construction d'une expertise citoyenne ancrée dans le mouvement social et à la formulation de propositions alternatives. Depuis sa création, l'Aitec a développé une réflexion sur plusieurs thématiques, dont principalement le droit à la ville et l'accès au logement, la démocratisation et le devenir des services publics, la réforme des

institutions financières internationales, l'annulation de la dette et la mise en place d'un droit international de la dette, la liaison entre commerce international et développement. Au cœur de ces thèmes de travail, l'Aitec s'est sans cesse interrogée sur le rôle de l'expertise citoyenne.

Or, le contexte économique et social actuel, marqué par la crise financière, l'austérité, la crise du logement, ainsi que les crises environnementale et surtout démocratique, révèle d'une part la pertinence des analyses menées par l'Aitec ces dernières décennies mais surtout l'importance de son projet politique visant à consolider l'expertise citoyenne au service des acteurs et ainsi le dialogue entre citoyens, mouvement social et syndical, chercheurs et décideurs politiques.

Dans ce contexte, et alors qu'elle fête ses 30 ans d'existence, l'Aitec se doit de revisiter son projet associatif centré sur l'expertise citoyenne. En effet, les sollicitations qu'a reçu l'Aitec pour porter de nouveaux enjeux mais également l'évolution des financements associatifs vers du financement de projet, ont contribué à diversifier les sujets d'investigation de l'Aitec. Mais à travers cette évolution, l'Aitec ne pose plus désormais l'expertise citoyenne comme objet d'étude au cœur de ses réflexions ; elle injecte son expertise citoyenne sur une diversité de sujets. Cet éparpillement peut conduire par moment à une perte de cohérence entre les sujets que nous portons et un flottement de notre projet associatif qui perd en visibilité. Il est donc nécessaire de repenser les formes que l'articulation entre les différents chantiers de l'Aitec doit prendre.

Par ailleurs, le portage de nos thématiques de travail par d'autres organisations pousse également à se questionner sur notre positionnement face à nos partenaires ainsi que le choix des partenariats que nous mettons en place. Nous devons réfléchir le projet de l'Aitec en lien étroit avec nos partenaires proches, et plus particulièrement en lien avec IPAM afin de renforcer nos dynamiques internes et porter plus fortement la voix d'Ipam auprès de nos partenaires.

Cela passe également par une réflexion sur notre implication sur les différents chantiers, compte tenu d'une équipe salariée réduite (une permanente sur 2014). La question de la mobilisation des forces bénévoles est très importante, elle définira la teneur de nos activités pour l'année à venir. Les enjeux actuels nécessitent probablement que soient définies des priorités pour l'Aitec, il faut pouvoir définir lesquelles.

D'autre part se pose la question du financement des activités de l'Aitec, face à un milieu associatif en crise et des financements publics qui se tarissent.

Ce contexte spécifique et ces questions de fond comme d'organisation seront la base de nos réflexions sur le projet et les activités à venir de l'Aitec, notamment pour 2014 mais aussi au-delà.

**Jean-Pierre Troche, président d'honneur de l'Aitec**

**Amélie Canonne, présidente de l'Aitec**

Si nous avons fait une introduction préalable qui insistait assez sur les défis à relever pour l'Aitec,

dont sa situation financière fragile et la nécessité de renforcer la continuité de ses activités, il faut insister sur la richesse de ce que nous arrivons à produire, la valeur ajoutée que nous apportons aux mouvements, où nous sommes souvent positionnés en position de leader (comme par exemple sur le collectif TAFTA). L'Aitec est en permanence sollicitée pour son expertise sur différents sujets, et reste toujours une référence d'expertise pour de nombreuses organisations. Il ne faut pas s'arrêter aux difficultés mais voir tout ce que nous sommes capables de produire même avec ces ressources limitées. Sans omettre les difficultés que nous devons surmonter il ne faut pas perdre cela de vue.

Concernant les priorités pour travailler avec les mouvements et luttes, pour mobiliser les milieux de l'expertise :

À chacun de s'exprimer :

- quelles sont les questions politiques qui vous paraissent clés dans la période et que l'AITEC pourrait travailler ?
- de là où vous vous trouvez, qu'attendez-vous de l'AITEC ?
- quelle est selon vous la valeur ajoutée de l'association par rapport aux multiples structures existantes dans le milieu ?

## **2. DEBAT D'ORIENTATION**

Dans l'éparpillement il faut peut-être se donner des priorités, se demander à quoi sert précisément l'Aitec en cette période, et en conséquent axer les activités sur ces priorités. Il faut se demander comment rendre l'association plus visible afin de faire écho aux travaux de l'Aitec. Pour la mobilisation des membres, il faut cibler précisément les personnes en fonction de demandes précises.

Une des forces de l'Aitec est sa fonction de renouvellement générationnel, avec les jeunes membres qui deviennent ensuite actifs dans d'autres associations.

Une des faiblesses c'est que les gens voient l'Aitec comme une boîte à outil et utilisent séparément les différentes compétences sans de réel partenariat global. Il n'y a pas de positionnement de l'Aitec comme une organisation en soi. Nous devrions peut-être nous repositionner sur notre identité. Nous faisons souvent de la production pour d'autres, mais pas pour l'Aitec en soi.

D'un autre côté peut-être que c'est aussi une contradiction que de vouloir se détacher du cas par cas et de l'approche « boîte à outil » : il suffirait de garder une cohérence globale pour que cela ait du sens. L'important est de mettre en place une feuille de route propre, et de ne pas être uniquement une boîte à outil.

Il faut une reconnaissance des idées propres de l'Aitec dans les collectifs pour plus de lisibilité, ainsi qu'un préambule qui affirme que l'Aitec travaille sur tel ou tel sujet.

Il y a également la question de la prise de position de l'Aitec sur des questions de fond (aspect recherche) que nous n'avons plus trop le temps de faire.

La diversité des pratiques professionnelles fait la richesse des bénévoles encore salariés.

La nouvelle génération n'est plus la même que l'ancienne (qui était vraiment formée par des experts de tel ou tel secteur), et le problème c'est qu'il n'y a pas eu de suivi lorsque des experts sont impliqués.

### **Mission du bureau**

La mission du bureau peut-être d'élaborer un texte de positionnement sur les priorités de l'Aitec. Pas uniquement sur chaque chantier mais globalement par rapport à la situation actuelle.

Faudrait-il faire une autre grande conférence sur l'urbain ? En tout cas il est nécessaire d'organiser un gros événement de mobilisation, sous forme d'initiative annuelle. Une autre proposition serait d'organiser une grosse réunion avec la quinzaine de personnes qui ont participé à la rédaction des textes.

Il faut également organiser une réunion du Conseil d'Administration élargi fin janvier ou début février pour continuer les discussions. Il faut également continuer à réfléchir sur les différents chantiers.

Dates proposées : 28 janvier – 4 février.

## **3. Présentation et approbation des comptes 2012 – Point d'information sur la situation financière de l'Aitec en décembre 2013**

### **Présentation du bilan 2012**

**Résultat net largement négatif : - 42 552**

	2011	2012
Résultat courant	- 1 733	- 42 960
Résultat net global	531	- 42 552

*Poids majeur de ce déficit qui pose en particulier d'importantes difficultés de trésorerie (environ 20 000 € en permanence avec glissement Attac, Cicip, Amorces)*

	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012
--	------------	------------	------------	------------

Bilan – actif net	52 034	54 781	45 040	24 133
-------------------	--------	--------	--------	--------

**Le total des produits s'est établi à 204 334 € tandis que le total des dépenses était de 246 886 €.**

On constate une augmentation des **charges courantes** : 246 886 € en 2012 contre 233 521 € en 2011 (+6%), déjà en augmentation par rapport à 2010.

Une augmentation des charges de personnel : 78 727 € (contre 72 711 € en 2011) + 39 303 € (contre 36 072 € en 2011) de charges sociales = au total 118 030 (soit 48% des dépenses)

	2009	2010	2011	2012
Personnel	157 723	122 901	109 276	118 029

NB : en 2012 a concerné Alexia, Gildas, Fanny, Lun Zhang, Hélène.

Peu de frais de fonctionnement à proprement parler

Dans le même temps, les **produits courants** se sont stabilisés.

Les subventions sont de 178 311,91 €, soit quand même une stabilisation par rapport à ce qu'on observe sur 5 ans.

	2009	2010	2011	2012
Subvention	167 832	159 111	179 652	178 312

Détail des subventions :

- 52 250 € FPH
- 15 315 € UE Altercitizen
- 47 969 € Projet UE commerce (année 3)
- 37 415 € Projet UE finance
- 15 000 € Fondation Abbé Pierre
- 6200 € FUMPT
- 4162 € RIDF urbain

Aucune aide à l'emploi pour 2012, ce qui explique le creusement très significatif du résultat.

	2009	2010	2011	2012
Transfert de	9 883	25 593	10 341	0

charges				
---------	--	--	--	--

*Une année particulièrement difficile : fin des contrats UE (dont des produits intégrés les années précédentes pour résultats proches de zéro), des réponses négatives projets/subvention, plus de contrats aidés, la volonté de maintenir une activité / chantiers engagés et perspectives*

*A priori, stabilisation sur 2013 produits/dépenses, mais poids majeur de ce déficit qui pose en particulier d'importantes difficultés de trésorerie (environ 20 000 € en permanence avec glissement Attac, Cicp, Amorces)*

*Et pour 2014 ? certes budget à l'équilibre mais sur une surface minimum / 1 salariée*

### **ELEMENTS BUDGET 2013**

Les charges liées aux activités sont de l'ordre de 20 500 à 47 500 €.

On n'a donc pas de hausse des charges prévues (mêmes plutôt baisse)

Le problème est une baisse des recettes subventions consécutive des réponses négatives reçues aux deux projets européens. On s'oriente donc vers un budget de 57 250 € à 102 350 € et un passage à 1 salarié(e).

### **ELEMENTS BUDGET 2014**

Pour l'instant, en gardant un scénario à 1 salariée on arrive à un total des charges autour de 72 900€ (scénario pessimiste) pour un total de subvention de 48 850€ environ, une aide à l'emploi à hauteur de 15 000€ (5000 euros escomptée de cotisations).

On arriverait à un déficit de 3842.

Le problème principal resterait la recherche de financement de long terme.